



Perspectives chinoises

2009/2 | 2009

1989, une rupture dans l'histoire chinoise ?

Les événements de Tiananmen et le mouvement pour la démocratie à Hong Kong

Joseph Y. S. Cheng



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5221>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 99-109

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Joseph Y. S. Cheng, « Les événements de Tiananmen et le mouvement pour la démocratie à Hong Kong », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/2 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5221>

Les événements de Tiananmen et le mouvement pour la démocratie à Hong Kong

JOSEPH Y. S. CHENG

Tout en refusant de remettre en question de quelque manière que ce soit le monopole du Parti communiste sur le pouvoir, les dirigeants chinois ont relevé avec habileté les nouveaux défis de l'ouverture économique et des réformes durant la période qui a suivi les événements de Tian'anmen. Conforté dans sa conviction que la croissance économique demeure la clé de la stabilité sociale et politique de Hong Kong, le gouvernement chinois continue de privilégier l'idée d'un front uni dans la Région administrative spéciale, sans intention d'introduire une politique authentiquement démocratique.

Au sortir de la guerre froide, Francis Fukuyama concluait que l'évolution des sociétés humaines à travers différentes formes de gouvernement avait abouti aux démocraties libérales modernes ⁽¹⁾. La Chine semble avoir convaincu le monde qu'elle sera une exception, au moins dans un avenir prévisible. Alors que les dirigeants chinois refusent d'autoriser quelque érosion au monopole du pouvoir politique du Parti communiste chinois (PCC), ils ont fait preuve d'une grande habileté face aux défis émergents dans l'ère des réformes économiques et de l'ouverture au monde extérieur.

Hu Jintao et les autres dirigeants chinois ont aujourd'hui pleinement conscience des contradictions sociales aiguës, c'est pourquoi ils tentent actuellement de construire une « société harmonieuse » qui offrirait davantage d'assistance aux groupes défavorisés, principalement à travers l'établissement d'un système de protection sociale. Des efforts sont réalisés pour maintenir un meilleur équilibre qui éviterait de mettre l'accent uniquement sur les taux de croissance économique et accorderait une plus grande priorité à la protection de l'environnement, viserait à une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, encouragerait davantage la consommation intérieure, ainsi qu'une plus grande dépendance vis-à-vis du marché intérieur, etc. Les dirigeants

chinois s'efforcent également de maintenir dans le futur un environnement international favorable en établissant différents types de partenariats stratégiques ainsi que des partenariats avec les principales puissances mondiales et en offrant des garanties pour atténuer la perception d'une « menace chinoise » parmi leurs voisins asiatiques ⁽²⁾. S'il est communément admis que ces orientations politiques vont dans la bonne direction, la question est néanmoins de savoir à quel point elles réussiront à maintenir la stabilité politique en l'absence de véritables réformes politiques.

L'augmentation rapide des protestations, des émeutes et des pétitions collectives reflète non seulement l'exacerbation des contradictions sociales dans un contexte d'écart croissant entre riches et pauvres, mais elle démontre également l'émancipation des groupes défavorisés gagnés par une colère croissante contre la corruption et les abus de pouvoir ⁽³⁾. Les événements de Tiananmen en juin 1989 avaient été

1. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.
2. Voir de l'auteur et de Zhang Wankun, « Patterns and Dynamics of China's International Strategic Behaviour », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, n° 31, mai 2002, p. 235-260.
3. Gordon G. Chang, « Halfway to China's collapse », *Far Eastern Economic Review*, vol. 169, n° 5, juin 2006, p. 26-27.

déclenchés par l'indignation contre la corruption et la demande de démocratie. Aujourd'hui, les dirigeants chinois refusent encore de répondre aux demandes de révision du verdict officiel sur les événements. De la même façon, ils ont supprimé toute discussion sur la Révolution culturelle lors du 40^e anniversaire de son lancement et imposé de nombreuses restrictions pour les funérailles de Zhao Ziyang. Ce modèle de comportement révèle un grand sentiment d'insécurité. Beaucoup pensent que les révolutions « de couleur » survenues ces dernières années dans les États de l'ancienne aire d'influence soviétique ont grandement inquiété Pékin.

Une situation semblable existe à Hong Kong. Le développement économique ne suffit plus à lui seul à assurer une légitimité au gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong (RAS). Celui-ci fait face à des défis plus sérieux que l'administration coloniale britannique. Les dirigeants chinois considèrent toutefois que la croissance économique reste la clé de la stabilité sociale et politique du territoire. La politique de Pékin à l'égard de Hong Kong demeure celle du front uni sans intention d'introduire une véritable démocratie. Le *statu quo* continuant de satisfaire une communauté hongkongaise qui n'a aucune intention de défier les autorités chinoises, une croissance économique modérée semble suffisante pour décourager les griefs et maintenir la stabilité. Cependant, le gouvernement de la RAS ne dispose pas de la légitimité nécessaire pour définir les priorités, y compris dans le champ des services économiques et sociaux. La perception qu'a Pékin de la menace que constitue le mouvement pour la démocratie rend improbable la publication d'un agenda et d'une feuille de route pour instaurer une véritable démocratie.

L'influence des événements de Tiananmen

Au printemps et à l'été 1989, tandis qu'ils suivaient avec intensité les événements tragiques, les Hongkongais se sont fortement identifiés à leurs compatriotes en Chine. A émergé la conviction selon laquelle tant que la liberté, les droits de l'homme et la démocratie ne pouvaient être garantis en Chine, ils ne pourraient être protégés à Hong Kong après 1997. Lorsque, le 21 mai 1989, plus d'un million de Hongkongais défilèrent pour la démocratie et la liberté en Chine et contre la répression du mouvement étudiant, une vaste majorité des participants manifestaient pour la première fois de leur vie. C'était la colère et le choc des événements en Chine qui les guidaient, mais également un profond sentiment de désespoir et d'insécurité concernant leur

propre avenir. La plupart d'entre eux défilèrent de nouveau les deux dimanches suivants.

Avant la répression à Pékin, la confiance fragile de la population hongkongaise reposait en grande partie sur l'objectif affiché par les dirigeants chinois de moderniser la Chine. La communauté de Hong Kong considérait qu'il s'agissait d'un objectif légitime, fortement soutenu par le peuple chinois, et pensait que le maintien du *statu quo* à Hong Kong permettrait au territoire d'y contribuer. C'était le fondement de la confiance dans la Déclaration conjointe sino-britannique et dans les diverses promesses faites à Hong Kong par les dirigeants chinois. Les développements en Chine en 1989 montrèrent que les luttes de pouvoir parmi les dirigeants chinois pouvaient totalement ignorer cet objectif, ébranlant ainsi la confiance de la population hongkongaise dans les dirigeants chinois, dans la Déclaration conjointe sino-britannique ainsi que dans le projet de Loi fondamentale. Une crise de confiance était ouverte.

Lors des négociations sino-britanniques sur l'avenir de Hong Kong, les dirigeants chinois promirent une « administration autonome » (*gang ren zhigang*) à la communauté, renforçant ainsi le moral des défenseurs de la démocratie à Hong Kong. Après tout, personne ne souhaitait que Hong Kong fût dirigé directement par Pékin. La Déclaration conjointe sino-britannique, négociée en 1984 et ratifiée en 1985, promettait que les « systèmes sociaux et économiques actuels à Hong Kong demeureraient inchangés » pendant 50 ans, un engagement accueilli favorablement par toutes les parties⁽⁴⁾. La réforme politique devint cependant une source de friction non seulement entre Londres et Pékin, mais au sein du territoire de Hong Kong.

Certains dirigeants économiques s'opposèrent ouvertement aux élections directes au Conseil législatif que l'administration britannique entendait introduire bientôt. Quelques-uns déclarèrent même qu'ils préféraient les délégués de Pékin à ceux directement élus pour administrer Hong Kong. Ces hommes d'affaires croyaient en la détermination des dirigeants chinois à maintenir la stabilité et la prospérité de Hong Kong. Ils étaient convaincus que les autorités chinoises respecteraient et défendraient leurs intérêts tandis qu'un gouvernement élu, responsable devant son électorat et espérant remporter les prochaines élections, résisterait difficilement aux pressions pour l'octroi de plus de services sociaux qui, à leur tour, nuiraient aux intérêts économiques. Le sentiment public reflété dans les sondages illustre bien la

4. *A Draft Agreement between the Government of the U.K. of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the People's Republic of China on the Future of Hong Kong*, Hong Kong, Government Printer, 26 septembre 1984, p. 12.

crise de confiance déclenchée par les événements de Tiananmen. De nombreux dirigeants économiques pensaient qu'ils avaient l'expérience et la capacité de négocier avec les délégués de Pékin, tandis qu'ils manquaient de confiance pour marchander avec une administration élue. Ils nourrissaient de profonds soupçons à l'égard des dirigeants des groupes favorables à la démocratie. Enfin, ces hommes d'affaires considéraient qu'un gouvernement désigné par Pékin serait mieux placé pour résister aux pressions des officiels chinois visant à prendre avantage sur Hong Kong. Cet état d'esprit, caractéristique de la communauté d'affaires de Hong Kong au milieu des années 1980, n'a malheureusement guère évolué à ce jour. Peut-être s'est-il même davantage enraciné au vu des impressionnantes réussites économiques de la Chine.

À l'opposé, les plus jeunes générations et l'intelligentsia de Hong Kong soutenaient l'idée selon laquelle seule une administration élue pourrait maintenir le statut international du territoire et promouvoir les intérêts de ses citoyens. Après 1997, une coordination importante entre le gouvernement central à Pékin et le gouvernement de la RAS deviendrait essentielle. Pour favoriser cette relation, le peuple de Hong Kong avait besoin d'un gouvernement directement responsable devant lui. Par ailleurs, le développement économique du territoire dépendrait du maintien de son identité internationale. Pour maintenir ce statut et négocier avec d'autres gouvernements sur des sujets économiques et commerciaux, Hong Kong, en tant que RAS sous souveraineté chinoise, devait être reconnu par la communauté internationale⁽⁵⁾. Une enquête d'opinion révéla qu'après la proclamation de la loi martiale à Pékin en mai 1989, seuls 52 % des sondés avaient confiance dans l'avenir de Hong Kong, tandis que l'indicateur correspondant était de 60 % en avril 1989 et de 75 % en janvier de la même année⁽⁶⁾. Un autre sondage montra qu'après la répression à Pékin, 37 % des sondés déclaraient se préparer activement à émigrer ou bien disposaient de membres de leur famille résidant à l'étranger et pouvant leur assurer un droit de séjour permanent dans un pays étranger⁽⁷⁾. (La même série d'enquêtes réalisée en janvier 1989 rapportait que seules 29 % des personnes interrogées étaient dans les catégories mentionnées ci-dessus). Le sondage indiquait également qu'un tiers des 1,55 million de familles à Hong Kong projetait d'émigrer. Parmi les cadres, les professions libérales et les entrepreneurs, 64 % envisageaient de quitter Hong Kong, soit 18 % de plus qu'en janvier 1989.

Une enquête de la Fédération des industries de Hong Kong réalisée trois semaines après les événements de Tiananmen

révéla que 75 % des fabricants interrogés se préparaient ou songeaient à émigrer tandis qu'ils étaient seulement 40 % avant les événements⁽⁸⁾. La confiance des fabricants locaux dans l'avenir du territoire fut directement affectée par les changements dans la situation politique chinoise, leurs horizons d'investissement devenant davantage orientés vers le court terme. Les vagues d'émigration consécutives ont certainement eu un impact significatif sur le développement de Hong Kong.

Lorsqu'un calme apparent fut rétabli en Chine, les dirigeants tournèrent leur attention vers Hong Kong. Leur réaction initiale fut la critique nominative des médias de Hong Kong par le *Quotidien du peuple* et les autres médias officiels de Pékin⁽⁹⁾. Les dirigeants chinois et les médias officiels accusaient Hong Kong d'être une « base contre-révolutionnaire ». Dans son rapport adressé au Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale sur la répression des manifestations étudiantes, le maire de Pékin, Chen Xitong, inclut un compte-rendu détaillé de la couverture des événements par les médias de Hong Kong comme la preuve de leur « collusion avec des forces étrangères » au sein d'une conspiration visant à forcer la Chine à « abandonner la voie socialiste », à la placer « sous la domination du capital monopolistique international » et « sur la route du capitalisme⁽¹⁰⁾ ». Le 11 juillet 1989, lorsque le nouveau secrétaire général du Parti, Jiang Zemin, rencontra les personnages principaux du Comité de préparation de la Loi fondamentale de Hong Kong (Basic Law Drafting Committee, BLDC) et du Comité consultatif de la Loi fondamentale (Basic Law Consultative Committee, BLCC), il les avertit que Hong Kong ne devait pas intervenir dans les affaires de la Chine. Jiang considérait que « selon le principe d'« un pays, deux systèmes », la Chine pratique le socialisme, Hong Kong pratique le capitalisme. L'eau de puits ne doit pas se mêler à l'eau de la rivière⁽¹¹⁾ ». Les déclarations de Jiang, de même que celles faites précédemment par les officiels chinois responsables des affaires

5. Voir de l'auteur, « Cause for Democracy », *South China Morning Post (Hong Kong)*, 11 décembre 1986.
6. Voir *South China Morning Post*, 16 juin 1989. L'enquête fut conduite par le *Survey Research Hong Kong for the newspaper* les 26 et 27 mai 1989 et un échantillon aléatoire de 1 000 citoyens de Hong Kong fut interrogé.
7. *Ibid.*, 4 juillet 1989. L'enquête fut conduite par le *Survey Research Hong Kong for the newspaper* du 22 au 30 juin 1989.
8. Voir *Ming Pao (Hong Kong)*, 6 juillet 1989.
9. Louise do Rosario, « Out of reach », *Far Eastern Economic Review*, vol. 145, n° 29, 20 juillet 1989, p. 19.
10. Pour le texte du rapport rendu le 30 juin 1989, voir *Beijing Review*, vol. 32, n° 29, 17-23 juillet 1989, cahier central ; voir en particulier les pages I et II.
11. Voir *South China Morning Post*, 12 juin 1989.

de Hong Kong visaient fondamentalement à apporter des garanties à la stabilité et à la prospérité du territoire, tout en avertissant la population de s'abstenir d'actes pouvant menacer le régime communiste chinois.

En juin et juillet 1989, les médias officiels chinois commencèrent à critiquer les activités de l'Alliance de Hong Kong pour le soutien au mouvement patriotique et démocratique de Chine (l'Alliance de Hong Kong). Le 21 juillet, un article signé dans le *Quotidien du peuple* critiquait implicitement les dirigeants de l'Alliance, Martin Lee et Szeto Wah⁽¹²⁾. Ces accusations provoquèrent une grande inquiétude. Des personnages et des dirigeants pro-Pékin de l'establishment politique, tel le conseiller législatif non élu Allan Lee, appelèrent la communauté de Hong Kong à éviter toute confrontation avec la Chine. Ces accusations, diffusées par les médias de masse locaux, eurent certainement un effet dissuasif parmi les gens ordinaires.

L'héritage des événements de Tiananmen

Au milieu des années 1990, lorsque le souvenir des événements de Tiananmen s'estompa et que l'économie chinoise rebondit après la célèbre tournée dans le sud de Deng Xiaoping au début de l'année 1992, de nombreuses personnes à Hong Kong témoignèrent d'une réelle apathie ou lassitude à l'égard de la politique. Ils étaient fatigués des querelles sino-britanniques concernant les réformes politiques de Chris Patten et pensaient qu'aucune des parties n'accorderait la priorité aux intérêts du peuple de Hong Kong. Ils se considéraient comme les victimes ultimes de ces disputes et redoutaient que la phase finale de la transition ne fût une période de chaos et d'incertitude. L'administration britannique et les partis politiques semblaient tous avoir échoué à leur montrer une direction. Les Hongkongais se trouvaient eux-même dans une position contradictoire. Ils méprisaient les politiciens qui avaient cherché à plaire aux autorités chinoises et appréciaient ceux qui critiquaient aveuglément Pékin. Cependant, ils évitaient toute confrontation avec les dirigeants chinois, convaincus qu'une dégradation des relations avec Pékin affecterait l'économie de Hong Kong. De tels dilemmes les incitèrent à « sortir » de la politique.

Il y a bien sûr la forme la plus évidente de « sortie ». De 1981 à 1986, environ 20 000 personnes émigrèrent du territoire chaque année. Leur nombre grimpa jusqu'à 30 000 en 1987, puis 45 000 en 1988, 42 000 en 1989, 62 000 en 1990, 60 000 en 1991, 66 000 en 1992 avant de retomber

à 53 000 en 1993. Les difficultés économiques en Occident eurent probablement des effets dissuasifs parmi les professions libérales locales. Au début de 1994, les consulats généraux des pays occidentaux à Hong Kong signalèrent un déclin dans le nombre de visas d'émigration accordés. Des signes indiquaient également qu'un nombre croissant de personnes qui avaient émigré retournaient à Hong Kong. Le gouvernement de la RAS estima qu'au moins 12 % des personnes qui avaient émigré durant les dix années précédant 1992 étaient déjà revenues à Hong Kong.

Aujourd'hui, selon une estimation approximative, au moins 700 000 Hongkongais possèdent un passeport étranger. Ce sont pour la plupart des membres des classes moyennes, professions libérales et cadres. D'une certaine manière, ils jouissent déjà du suffrage universel en exerçant leurs droits quand ils sont à Hong Kong. En raison du nombre important de personnes concernées, les consulats généraux des États-Unis, du Canada et de l'Australie dans le territoire doivent prendre des dispositions spéciales pour permettre à leurs ressortissants à Hong Kong de voter à leurs élections. Pourtant, ces personnes, loin d'avoir la « mentalité de réfugié » de leurs parents et grands-parents, partagent probablement une « mentalité de résident temporaire », éprouvant des doutes sur leur engagement envers Hong Kong. Étant donné leur parcours, ils soutiennent naturellement la démocratie ; mais on comprend également qu'ils ne se sacrifieront pas pour la cause de la démocratie à Hong Kong. Leur attitude aura certainement une influence sur la seconde génération qui détient également un passeport étranger. Ces jeunes gens ont tendance à poursuivre leur éducation supérieure à l'étranger.

« L'eau du puits ne doit pas se mêler à l'eau de la rivière », cet avertissement formulé par les dirigeants chinois a visiblement un dernier effet. Soucieux de démontrer le maintien de la liberté des médias dans le territoire après 1997, le gouvernement de la RAS permet judicieusement la survie de différentes publications anti-communistes tels le mensuel *Cheng Ming*, *Open Magazine* et d'autres, ces publications semblent d'ailleurs intéresser davantage les touristes du continent visitant Hong Kong que l'intelligentsia locale. Pourtant, la véritable menace à l'égard de la liberté des médias locaux est l'auto-censure. Cette tendance s'est peu à peu accentuée depuis le début des années 1990 jusqu'à aujourd'hui.

12. Ai Zhong, « "Yiguo Liangzhi" Burong Pohuai » (Saboter "Un pays, deux systèmes" ne sera pas autorisé), *Le Quotidien du peuple*, 21 juin 1989. Concernant les réponses de Martin Lee et de Szeto Wah ainsi que d'autres commentaires, voir *Ming Pao*, 22 juillet 1989.

Différents facteurs expliquent cette auto censure. Premièrement, la plupart des médias locaux sont entre les mains de grands groupes d'affaires du territoire et la quasi totalité d'entre eux développe de grands projets en Chine. Ils sont donc très réticents à s'opposer aux autorités chinoises. Pis, dans certains cas, ces grands groupes d'affaires souhaiteraient transformer les médias entre leurs mains en médias pro-Pékin afin de cultiver leurs liens avec les dirigeants chinois. Ils sont même prêts à laisser ces médias perdre de l'argent afin de préserver leurs *guanxi* et leurs privilèges.

De leur côté, les autorités chinoises ont pris conscience de l'intérêt de cultiver les médias locaux, en faisant un élément important de leur stratégie de front uni. Les officiels chinois du Bureau central de liaison maintiennent des contacts étroits avec les journalistes de terrain, les rédacteurs en chef et les dirigeants des médias. Ceux qui sont prêts à coopérer se voient favoriser l'accès aux séances de briefing, aux fonctionnaires importants, aux réunions et conférences et on leur donne l'occasion de réaliser des programmes spéciaux sur la Chine. Ceux qui dénoncent les aspects les plus sombres du régime chinois se voient interdire de tels accès. Par ailleurs, de nombreux propriétaires des groupes de médias locaux sont honorés par des nominations au Comité national de la Conférence politique consultative du peuple chinois. Ces tactiques se sont révélées très efficaces.

Les liens entre les groupes démocrates locaux et les militants démocrates à l'intérieur de la Chine et en exil outre-mer se sont affaiblis. Ces derniers ont été fortement discrédités par les scandales et les divisions qui ont émaillé les années 1990 et leur appel au soutien de l'opinion publique de Hong Kong a connu un déclin. Le nombre d'activistes en exil demeurés loyaux à la cause a fortement diminué, certains comme Chai Ling se lançant dans les affaires avec la Chine. Les groupes locaux pour la démocratie disposent également de peu de ressources et ont été d'une certaine manière dissuadés par l'avertissement « eau du puits-eau de rivière ». Il existe une réelle inquiétude qu'un lien entre les activistes démocrates locaux et leurs homologues sur le continent puisse conduire à leur arrestation en Chine. De plus, les activistes locaux, en particulier ceux associés à l'Alliance de Hong Kong parmi lesquels de nombreux législateurs démocrates, se voient généralement refuser le droit de visiter le continent.

Par exemple, et précisément en raison du danger mentionné, les syndicalistes locaux ne tentent pas d'apporter leur soutien à leurs homologues qui essaient de créer des syndicats indépendants en Chine. En bref, les groupes démocrates

et les ONG locales n'osent pas s'impliquer dans des activités en Chine qui seraient perçues comme des menaces à l'encontre du régime communiste chinois. Il existe cependant quelques exceptions. Certains activistes d'églises chrétiennes ont apporté des bibles à leurs frères chrétiens sur le continent, ce qui est contraire à la loi. Ils le font évidemment de manière très discrète. Les disciples de la Falungong sont autorisés à pratiquer leur religion sur le territoire tant qu'ils ne violent pas la loi locale. Ils maintiennent certainement des liens avec les disciples de la Falungong qui ont souffert de persécutions sur le continent. Des groupes comme Zi Teng, qui offrent des services aux travailleurs sexuels à Hong Kong, ont pu, en gardant profil bas, étendre leurs activités dans les villes côtières de Chine. Leurs activités ne semblent pas considérées comme une menace pour le régime et leurs services comblent un manque, les autorités chinoises ne reconnaissant officiellement ni l'existence de la prostitution en Chine ni le besoin d'offrir des services aux travailleurs du sexe.

Hong Kong affecte la Chine par son existence objective. Les progrès économiques de Hong Kong ont certainement amené les Chinois du continent à douter de la supériorité du socialisme. Avec les avancées technologiques et le plus grand accès de l'intelligentsia chinoise à l'information, l'effet de démonstration silencieuse de Hong Kong a certes connu un déclin, mais il ne doit cependant pas être sous-estimé. Si les dirigeants et les cadres à Shanghai et dans d'autres villes côtières, en particulier ceux qui ont étudié à l'étranger, ne considèrent plus Hong Kong comme le modèle suprême et regardent à l'inverse du côté de Wall Street et des autres centres financiers européens, Hong Kong demeure néanmoins une source d'information majeure en particulier pour ceux qui n'ont pas une bonne maîtrise de l'anglais et qui sont intéressés par l'opinion publique des communautés chinoises d'outre-mer.

Le mouvement pour la démocratie

Les événements de Tiananmen ont rompu le dialogue entre le gouvernement chinois et les groupes démocrates de Hong Kong. Durant la phase initiale des négociations sino-britanniques sur l'avenir du territoire et de leurs préparations, le mouvement étudiant et les groupes politiques démocrates émergents tels les Hong Kong Observers furent les cibles clés de l'offensive de front uni des autorités chinoises, dans un contexte de forte résistance au retour de la colonie à la Chine de la part de l'administration britannique, de l'esta-



Veillée commémorative sur la place Victoria de Hong Kong en mémoire des victimes de la répression du 4 juin 1989.

© Michel Bonnin

blishment politique et de la communauté d'affaires. Après l'accord sur la déclaration conjointe sino-britannique, l'*establishment* politique et la communauté d'affaires reconnurent clairement qui étaient les futurs maîtres politiques. Ils valorisèrent les liens avec Pékin, la communauté d'affaires accordant la priorité au maintien des investisseurs.

Ce changement de priorité fut clairement révélé par la composition du Comité de rédaction de la Loi fondamentale (BLDC) approuvée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale en 1985. Il était massivement dominé par des personnages de l'*establishment*, Martin Lee et Szeto Wah étant les seuls représentants du mouvement démocrate parmi les 23 membres hongkongais du BLDC qui comprenait un total de 59 membres⁽¹³⁾. Pourtant, avant les événements de Tiananmen, des contacts avaient été maintenus entre la branche hongkongaise de l'agence Chine nouvelle et les groupes démocrates. Si des différences évidentes étaient apparues quant au rythme et à l'étendue de la démocratie qui devait être introduite à Hong Kong, celles-ci étaient cependant considérées comme des « contradictions au sein du peuple ».

Après les événements de Tiananmen, elles devinrent des contradictions avec l'ennemi. Martin Lee et Szeto Wah démissionnèrent du BLDC. Les militants démocrates formèrent le pivot de l'Alliance de Hong Kong qui soutenait fermement les activistes impliqués dans les événements de Tiananmen et joua un rôle important en influençant l'opinion publique internationale sur les événements, en particu-

lier l'opinion publique au sein des communautés chinoises d'outre-mer. Pis, après la répression, certains membres de l'Alliance de Hong Kong prirent part à la campagne « Action de l'oiseau jaune » qui, défiant l'appareil de la Sécurité publique, œuvra à faire sortir clandestinement les militants du mouvement de Tiananmen hors de Chine.

Les activités des groupes démocrates furent le facteur clé qui amena les dirigeants chinois à qualifier Hong Kong de « base contre-révolutionnaire ». Ils furent également accusés de « collusion avec des forces étrangères » – les forces impérialistes américaines et britanniques ainsi que les forces réactionnaires à Taiwan – visant à déstabiliser le régime communiste chinois. Ces perceptions furent considérablement renforcées par les changements spectaculaires en Europe de l'est à la fin de 1989 et l'effondrement consécutif de l'Union soviétique. Les groupes démocrates de Hong Kong furent alors considérés comme appartenant à la conspiration internationale prônant une « évolution pacifique » en Chine. Avec l'amélioration des relations entre la Chine et l'Occident et l'accélération des réformes en faveur de l'économie de marché dans les années 1990, les discussions sur la conspiration internationale en faveur d'une « évolution pacifique » furent progressivement mises en sourdine en Chine. Mais il n'y eut plus de contacts officiels avec les groupes démocrates ; et les accusations contre les partis poli-

13. Voir de l'auteur, « Hong Kong : the Pressure to Converge », *International Affairs (Londres)*, vol. 63, n° 2, printemps 1987, p. 271-283.

tiques démocrates en « collusion avec des forces étrangères » persistèrent sur un mode atténué, très souvent sous la forme de critiques sévères des leaders démocrates dans les publications locales pro-communistes orthodoxes tel le mensuel *The Mirror*.

Les événements de Tiananmen contribuèrent fortement à valoriser la démocratie parmi les Hongkongais. Pour minimiser la responsabilité de la Grande-Bretagne à l'égard du territoire, Londres et l'administration locale encouragèrent une accélération du processus de démocratisation. En mai 1989, les Conseils exécutif et législatif parvinrent à un consensus sur l'élection directe au suffrage universel du Chef de l'exécutif et de la totalité des députés du Legco en 2003 ; et de l'élection, selon les mêmes modalités, de la moitié des députés de l'Assemblée en 1997⁽¹⁴⁾. Les hauts fonctionnaires du gouvernement de Hong Kong changèrent également de position en indiquant que le nombre de sièges du Conseil législatif devant faire l'objet d'une élection directe en 1991 passerait de dix à 20. Le rapport de la commission parlementaire des Affaires étrangères de la Chambre des communes britannique, rendu public fin juin 1989, suggérait même qu'en 1991, la moitié des députés du Conseil législatif devrait être élue directement ; et qu'en 1995, tous devraient être élus au suffrage direct⁽¹⁵⁾. Cette proposition fut soutenue par le Comité uni pour la promotion d'un gouvernement démocratique, organisation abritant et représentant les différents groupes du mouvement démocratique. Le Comité réclamait également des dispositions pour assurer la continuité, dispositions selon lesquelles les conseillers législatifs élus en 1995 deviendraient automatiquement membres de la première assemblée de la RAS. Concernant le Chef de l'exécutif, la position du Comité suivait la même logique en demandant qu'il soit élu au suffrage universel direct⁽¹⁶⁾. Selon un sondage d'opinion, quatre cinquièmes de la communauté étaient favorables à des réformes démocratiques plus rapides, y compris au risque d'une confrontation avec le gouvernement chinois⁽¹⁷⁾. Une enquête ultérieure révéla également que 64 % des personnes interrogées étaient favorables à la création de partis politiques pour disputer les élections directes au Conseil législatif, tandis que 17 % étaient contre et 18 % n'avaient pas d'opinion⁽¹⁸⁾. Pour la première fois depuis la fin de l'année 1985, l'administration britannique, le mouvement démocrate et l'opinion publique étaient unis. La position de Pékin demeurait néanmoins le facteur essentiel ; ce qu'avait bien compris le gouvernement Thatcher⁽¹⁹⁾.

C'est dans ce contexte que fut formé le Parti démocrate. Auparavant, les différents groupes démocratiques n'osaient

pas s'appeler partis politiques, craignant un refus des Hongkongais puisque ces derniers évitaient généralement tant le Parti communiste chinois que le Guomindang, les seuls partis politiques en Chine qu'ils connaissaient. Le large soutien apporté à la démocratie à la suite des événements de Tiananmen était malheureusement trompeur. Comme nous l'avons déjà indiqué, de nombreuses personnes choisirent d'émigrer ; et celles qui restèrent étaient davantage disposées à accepter des compromis. Ainsi lorsque Chris Patten devint le dernier gouverneur en 1992 et préconisa de plus amples réformes politiques, il fut incapable de mobiliser une nette majorité de la communauté. Au regard des projets ambitieux de mise en œuvre rapide de la démocratie au sein du territoire à l'été et à l'automne 1989, les défenseurs de la démocratie se sentent évidemment trahis par les développements ultérieurs. Ils jugent certainement inacceptable d'attendre au mieux 2017 pour l'élection du Chef de l'exécutif au suffrage universel et 2020 pour l'élection du corps législatif selon le même procédé.

La législation de l'article 23 et l'intervention croissante de Pékin

Un héritage politique direct des événements de Tiananmen pour Hong Kong est l'article 23 de la Loi fondamentale qui stipule que « La Région administrative spéciale de Hong Kong promulguera elle-même les lois visant à prohiber tout acte de trahison, de sécession, de sédition et de subversion contre le gouvernement populaire central ou le vol de secrets d'État, à interdire aux organisations ou groupements politiques étrangers de se livrer à des activités politiques dans la région, et à interdire aux organisations ou groupements politiques de la Région d'établir des liens avec des organisations ou groupements politiques étrangers. » Cet article fut inscrit dans le projet de Loi fondamentale après les rassemblements massifs de protestation organisés à Hong Kong durant les événements de Tiananmen ; les autorités chinoises étaient évidemment inquiètes de la répétition de telles activités. La

14. *South China Morning Post*, 25 juillet 1989.

15. Le rapport fut publié dans son intégralité in *Ibid.*, 1er juillet 1989.

16. *Ibid.*, 21 juillet 1989.

17. *Pacific Limited for the newspaper* entre le 28 juillet et le 1er août 1989, un échantillon aléatoire de 619 personnes a été interrogé.

18. Voir *Sunday Morning Post*, 20 août 1989. L'enquête fut conduite par *Inrasia Pacific Limited for the newspaper* entre le 8 et le 14 août 1989, un échantillon aléatoire de 602 foyers a été interrogé.

19. Pour des détails sur la visite de Sir Geoffrey Howe à Hong Kong, voir Emily Lau, « Abide with me », *Far Eastern Economic Review*, vol. 145, n° 28, 13 juillet 1989.

crainte que Hong Kong pût servir de « base contre-révolutionnaire » en « collusion avec des forces étrangères » était également claire.

L'administration C.H. Tung fut suffisamment sage pour ne pas initier le processus législatif tant controversé durant son premier mandat. En réponse aux pressions ouvertes des autorités chinoises, un document évoquant la mise en œuvre de l'article 23 de la Loi fondamentale fut finalement dévoilé et soumis à une consultation publique en septembre 2002. Comme on pouvait s'en douter, les propositions firent craindre des mesures de répression à l'encontre des groupes défendant les droits de l'homme et de la Falungong. Le camp démocratique y vit également une menace à l'égard des libertés civiles⁽²⁰⁾.

Les propositions législatives concernant l'article 23 déclenchèrent une crise politique sur le territoire. Le 1^{er} juillet 2003, plus d'un demi-million de personnes descendirent dans les rues pour protester contre l'article 23 et demander la démocratie. Les personnes qui prirent part à ce rassemblement eurent le sentiment de faire l'histoire et furent fières de la paix et de l'ordre qui avaient régné parmi les manifestants. Ils eurent le sentiment que ce rassemblement montrait le peuple de Hong Kong sous son meilleur jour. Ce rassemblement de protestation différait sur deux aspects des trois principaux rassemblements de protestation qui avaient eu lieu en mai-juin 1989. Le peuple de Hong Kong défilait cette fois pour un problème concernant Hong Kong. Par ailleurs, alors qu'il n'y avait pas eu d'opposition aux manifestants et que le front uni pro-Pékin était resté très silencieux durant les événements de Tiananmen, il fut cette fois pleinement mobilisé, concernant l'article 23 et la question de la démocratisation, pour soutenir l'administration Tung.

Le rassemblement de protestation attira fortement l'attention des médias internationaux. La crise de Hong Kong devint un sujet de premier plan dans l'agenda des dirigeants chinois. L'administration Tung et ses défenseurs rendaient l'économie responsable des griefs de la communauté et laissaient entendre que si l'économie progressait, l'insatisfaction populaire à l'égard du gouvernement s'évaporerait. Par ailleurs, l'effet de variables externes incontrôlables comme la crise financière asiatique signifiait que le gouvernement ne devait pas être critiqué. La communauté pensait évidemment qu'il y avait de nombreux manquements de la part du gouvernement de la RAS.

Durant les quatre ou cinq premières années après la rétrocession de 1997, les dirigeants chinois manifestèrent une retenue considérable. Ce traitement fit croire la confiance

et la croyance des Hongkongais envers les autorités centrales. Les protestations et les demandes pour une plus grande démocratie qui occupèrent le devant de la scène à partir du second mandat de Tung de même que la controverse de 2002 autour de la législation de l'article 23 furent néanmoins perçues par Pékin comme des défis au modèle d'« un pays, deux systèmes ». Dans leur mentalité orthodoxe marxiste-léniniste, les dirigeants chinois ne pouvaient probablement pas accepter un scénario dans lequel ils devaient céder le contrôle final. Ainsi la ligne dure qu'ils avaient adoptée depuis le mouvement pour la démocratie fut-elle encouragée par son succès aux élections au Conseil de district de novembre 2003 et fit naître l'idée de remporter la moitié des sièges aux élections du Conseil législatif l'année suivante.

Que se passe-t-il lorsque les dirigeants chinois pensent qu'ils sont défiés ? Une réponse développée depuis la fin 2003 est l'intensification de l'intervention politique directe de Pékin. Les dirigeants chinois étaient apparemment au fait de l'incompétence et de l'impopularité de Tung avant même sa réélection au printemps 2002. Ils décidèrent néanmoins de soutenir sa réélection probablement pour les raisons suivantes. En premier lieu, la propagande officielle chinoise affirmait que Hong Kong se portait très bien depuis son retour à la patrie. Remplacer Tung serait allé à l'encontre de cette ligne. Par ailleurs, il y avait une volonté parmi les dirigeants chinois de montrer au monde que des Chinois locaux pouvaient mieux gouverner que les Britanniques. Remplacer Tung aurait également ruiné cette prétention. Enfin, trouver un successeur à Tung aurait requis des opérations de consultation et de mobilisation pour créer un soutien au candidat de remplacement. Ces opérations n'auraient pu être conduites en secret et auraient immédiatement réduit l'administration Tung au rang de « canard boiteux », ce qui aurait été coûteux en termes de stabilité politique et de développement économique du territoire.

L'inquiétude concernant l'impopularité de Tung incita les autorités chinoises à modifier les procédures électorales afin d'éliminer tout obstacle à sa réélection en 2002. La désignation de candidats devait être publique ; et le soutien de Pékin en faveur de Tung était si évident que des membres du Comité électoral se sentirent contraints de montrer leur appui au candidat des dirigeants chinois. Le résultat fut que plus de 700 des 800 membres du Comité électoral indiquèrent ouvertement leur choix en faveur de Tung. Il ne put y avoir d'autre candidat, la désignation d'un

20. *South China Morning Post*, 25 septembre 2002.

candidat requérant au moins cent membres. Tung fut ainsi réélu *ipso facto*.

Les dirigeants chinois comprirent qu'ils devaient atténuer l'opposition à Tung au sein du front uni pro-Pékin et de la communauté d'affaires. Ils choisirent donc d'aider Hong Kong à résoudre ses problèmes économiques. Cette assistance incluait une forte augmentation du nombre de touristes autorisés à visiter Hong Kong (le Projet de voyage individuel), l'Accord de partenariat économique étroit (CEPA, Closer Economic Partnership Arrangement) qui offrait à Hong Kong un meilleur accès au marché chinois⁽²¹⁾ ainsi que des pressions politiques sur la province du Guangdong pour améliorer la coopération avec le territoire. Les Hongkongais apprécèrent ce soutien économique du gouvernement central et eurent une très bonne impression des nouveaux dirigeants en Chine, Hu Jintao et Wen Jiabao. Ils se sentaient également embarrassés par le fait qu'une population bénéficiant d'un PNB annuel par habitant de plus de 24 000 dollars américains dût chercher l'assistance d'une population disposant d'un PNB annuel par habitant d'environ 1 000 dollars. En réalité, c'est la communauté de Hong Kong qui aurait dû contribuer aux programmes de réduction de la pauvreté et au développement des provinces intérieures pauvres de Chine⁽²²⁾.

Plus fondamentalement, la forte implication des dirigeants chinois dans les affaires de Hong Kong affaiblit davantage la légitimité et l'efficacité de l'administration Tung. Les dirigeants d'affaires estimèrent sans doute que s'ils avaient besoin de quoi que ce soit, ils devaient faire du lobbying à Pékin. Le vice-Président Zeng Qinhong reçut également avec tous les honneurs des délégations des trois partis pro-Pékin, à savoir l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (DAB, Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong), l'Alliance progressiste de Hong Kong (Hong Kong progressive Alliance) et le Parti libéral (Liberal Party), faisant l'éloge de leurs contributions à Hong Kong. Cet accueil sans précédent pouvait être interprété comme une intervention politique en faveur des partis politiques pro-Pékin, alors que les autorités chinoises refusaient tout contact avec le camp démocrate du territoire depuis les événements de Tiananmen. Par ailleurs, environ à la même période, l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (DAB) rendit visite aux autorités du Guangdong et de Shanghai ; et avec l'aide de ces derniers, elle put clamer qu'elle servait Hong Kong en reflétant les vues et les demandes de la communauté auprès des gouvernements provinciaux, un service que ne pouvait évidemment pas remplir le camp démocrate.

Après le rassemblement massif de protestation du 1^{er} juillet 2003, les autorités chinoises envoyèrent de nombreux agents dans la RAS pour collecter des informations car la confiance qu'elles avaient envers le Bureau de liaison central, le Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao du Conseil des affaires de l'État et l'administration Tung avait été fortement ébranlée. Il fut dit que les trois administrations avaient informé les dirigeants chinois qu'environ 30 000 à 40 000 personnes étaient attendues au rassemblement de protestation. La participation réelle montra donc qu'elles n'avaient pas une bonne compréhension de la situation et qu'elles avaient vraisemblablement envoyé aux dirigeants chinois des rapports sur le territoire excessivement favorables. Certains dirigeants dans le camp démocrate avaient également été contactés ; mais lorsque ces contacts furent révélés par les médias, ils furent niés. Il semble que les autorités chinoises étaient prêtes à écouter toutes les composantes de la société de Hong Kong pour avoir une meilleure compréhension de la situation, mais qu'elles étaient encore peu disposées à accorder au camp démocrate une reconnaissance officielle en engageant un dialogue avec celui-ci.

Avec les performances médiocres de l'administration Tung, le suffrage universel et les réformes politiques concentrèrent de nouveau l'attention de la population de Hong Kong et le camp démocrate sembla même avoir une légère chance de remporter la majorité des sièges aux élections au Conseil législatif de septembre 2004. Le front uni pro-Pékin fut donc pleinement mobilisé. Des députés de l'Assemblée populaire nationale, des délégués de la Conférence politique consultative du peuple chinois et autres condamnèrent ouvertement le mouvement démocrate lui reprochant de négliger le rôle du gouvernement central dans les réformes politiques de la RAS et, par de telles attitudes, de plaider en faveur de l'indépendance de Hong Kong. Les activistes démocrates étaient présentés comme des opposants à la Chine qui avaient l'intention d'apporter le chaos sur le territoire.

Le patriotisme fut exploité pour attaquer le mouvement démocrate, accusé d'entretenir des liens nocifs avec les États-Unis, le Royaume-Uni et Taiwan. Les dirigeants chinois eurent recours à divers procédés pour éveiller des sentiments patriotiques dans la communauté tels la grande parade militaire organisée par la garnison locale le 1^{er} août, jour de l'armée, la visite à Hong Kong des médaillés d'or chinois des jeux Olympiques quelques jours avant les élections au Conseil législatif, etc.

21. Pour des détails sur le CEPA, voir les principaux journaux de Hong Kong du 30 septembre 2003.

22. Voir de l'auteur, « Shame on us », *South China Morning Post*, 1er septembre 2003.

Il y eut également plus d'activités dans l'ombre. Les médias révélèrent que des Hongkongais faisant des affaires et travaillant dans le delta de la rivière des Perles avaient été contactés par des cadres leur conseillant de voter pour les candidats pro-chinois et de ne pas soutenir les candidats démocrates. Des chefs de villes et communes en Chine appelèrent également leurs relations à Hong Kong pour répéter la même consigne. Les démissions successives de trois animateurs de *talk-shows* populaires à la radio avant le rassemblement de protestation du 1^{er} juillet 2004 furent en grande partie attribuées aux pressions du front uni pro-Pékin, si ce n'est des autorités chinoises. Enfin, un cas de prostitution impliquant un candidat du Parti démocrate à Dongguan dans le delta de la rivière des Perles fut révélé peu avant les élections au Conseil législatif, les organes de sécurité publique de Dongguan ayant apparemment participé aux activités de propagande discréditant le camp démocrate. En résumé, le camp pour la démocratie eut le sentiment de lutter contre une puissante machine étatique à l'occasion des élections.

Le pouvoir de cette machine étatique du front uni pro-Pékin se révéla véritablement lors des élections au Conseil de district en novembre 2007. À l'évidence, elle s'appuyait non seulement sur des ressources substantielles, mais elle disposait également de stratégies et tactiques très sophistiquées. Les groupes pro-démocrates connurent un important revers aux élections. Nombres des tactiques électorales décrites précédemment furent répétées lors des élections au Conseil de district ainsi qu'au Conseil législatif de septembre 2008. Dans ce dernier cas, les groupes démocrates ne furent pas lourdement défaits, mais la performance de l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (DAB) fut impressionnante.

Heureusement, la survie du mouvement pour la démocratie est garantie par deux facteurs. Toutes les parties concernées réalisent l'importance du maintien de l'État de droit et de la liberté de circulation de l'information dans le territoire pour assurer son fonctionnement comme centre financier et centre de services d'affaires international. Une majorité des électeurs de Hong Kong souhaite également assurer un minimum d'équilibre des pouvoirs en élisant des candidats démocrates au Conseil législatif. Malgré les nombreuses limites en ressources financières et l'auto-censure des médias, l'existence même du mouvement pour la démocratie dans le territoire ne sera pas menacée dans un futur proche.

Une meilleure coordination entre les groupes démocrates et des contributions plus sérieuses à l'analyse des politiques dans des domaines tels que l'éducation et l'assurance santé

sont les défis immédiats des partis politiques démocrates et ils seront jugés sur ces éléments par leurs soutiens et les médias. En d'autres termes, ils doivent offrir plus que la démocratie, lutter pour la seule cause démocratique ne suffira pas à maintenir leur attrait auprès d'une majorité d'électeurs.

La voie à suivre

Samuel P. Huntington identifie cinq causes générales à la troisième vague de démocratisation à la fin du XX^e siècle : le problème de légitimité des régimes autoritaires, le développement économique, la diffusion du christianisme, le rôle central des États-Unis dans la démocratisation et l'exemple de l'Europe de l'est⁽²³⁾. Les deux premières causes sont probablement les plus pertinentes dans le cas de Hong Kong. L'exemple de l'Europe de l'est provoqua une inquiétude considérable parmi les dirigeants chinois dans les années 1990 au regard de la stratégie d'« évolution pacifique » soutenue par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Pendant les événements de Tiananmen en 1989, Hong Kong fut considéré comme une « base de subversion » ayant un rôle à jouer dans cette stratégie d'« évolution pacifique » ; l'article 23 de la Loi fondamentale trouve son origine dans cette inquiétude. La machine de propagande chinoise et les publications pro-Pékin à Hong Kong reprochent souvent aux États-Unis et au Royaume-Uni d'être la « main noire » soutenant le mouvement local pour la démocratie, celui-ci étant un élément de la campagne menée par les forces anti-chinoises. L'église catholique locale et les églises chrétiennes sont habituellement des éléments importants au sein du mouvement démocrate du territoire ; et ces dernières années, l'évêque (aujourd'hui cardinal) Joseph Zen-Kiun au franc-parler a été critiqué par le front uni pro-Pékin pour son puissant soutien à la cause démocratique à Hong Kong. La légitimité du gouvernement est probablement la variable clé. Le gouvernement colonial britannique à Hong Kong assurait sa légitimité par les résultats ; ceux de C.H. Tung et de Donald Tsang ont apparemment échoué à remporter le soutien du peuple de Hong Kong. Les autorités chinoises tentent de combler ce déficit de légitimité en soutenant l'économie de Hong Kong. Cela a été une réussite jusqu'à un certain point. Les Hongkongais savent que la position de Pékin a été un facteur crucial dans le manque de progrès de la démocratisation mais cette insatisfaction a été partielle-

23. Samuel P. Huntington, *The Third Wave : Democratization in the late Twentieth Century*, Norman (Oklahoma), University of Oklahoma Press, 1991.

ment atténuée en raison de leur reconnaissance envers les dirigeants chinois pour leur aide économique et parce qu'ils étaient peu enclins à engager une confrontation politique avec ceux-ci.

Comme l'indiquent les enquêtes d'opinion, les plus jeunes générations et les groupes les mieux éduqués de la société ont une demande plus forte pour la démocratie. Ces groupes allant continuer à croître, une proportion croissante de la population aura une demande relativement forte pour la démocratie dans le futur. Le second défi est plus difficile. D'une certaine manière, le développement économique de Hong Kong va réduire les griefs des Hongkongais et probablement leur demande de démocratie. Mais l'économie de Hong Kong gagnant en maturité, les taux de croissance économique déclinent en comparaison de ceux des années 1970 et 1980. Plus fondamentalement, le fossé entre riches et pauvres s'est accru. Le coefficient de Gini du territoire est passé de 0,451 en 1982 à 0,525 en 2001⁽²⁴⁾, un taux supérieur à 0,4 étant généralement reconnu comme un indicateur

de l'accroissement des inégalités de revenus de la population dans un endroit particulier. Ce fossé croissant peut avoir un effet négatif sur la stabilité sociale et créer de nouvelles demandes à l'égard du gouvernement. En résumé, le gouvernement de la RAS a besoin d'un mandat clair pour engager de sérieuses réformes et affronter les défis du XXI^e siècle. De toute évidence, ce mandat ne peut venir que de la démocratie.

Dans le même temps, l'effet démonstratif du modèle hongkongais d'« un pays, deux systèmes » sur Taiwan s'est considérablement réduit et l'influence du territoire sur les réformes politiques en Chine est devenue limitée. Tant que les dirigeants chinois n'auront pas l'intention de renoncer au monopole du Parti sur le pouvoir politique, la perspective d'une véritable démocratie à Hong Kong sera faible ; mais le mouvement local pour la démocratie n'est pas non plus prêt à abandonner sa lutte pour cet idéal. •

• Traduit par Aurore Merle

24. *Report on Working Poverty* (Rapport sur la pauvreté au travail), par le *Subcommittee to Study the Subject of Combating Poverty*, Conseil législatif de la Région administrative spéciale de Hong Kong, février 2006, p. 1.